



Déclaration préalable de la FSU, CDEN du 03/12/20.

Il nous semble nécessaire d'avoir, dans ce CDEN de l'Allier, une pensée pour notre collègue Samuel Paty, assassiné parce que professeur, parce que fonctionnaire républicain, parce qu'il faisait vivre la laïcité et donc la formation des jeunes au libre débat. Comme tout le monde le sait ici, ses origines bourbonnaises et enseignantes l'avait formé et marqué, et plus d'un collègue aujourd'hui retraité l'avait connu comme élève (et, disons-le, comme bon élève). Nous nous sentons d'autant plus atteints par ce crime, dont la cible était bien la démocratie.

Ceci renforce pour nous le devoir de nous exprimer sur nos revendications et désaccords. Pour la FSU Allier, la situation générale et la situation que connaît l'enseignement public sont liées. Le pays connaît actuellement d'importantes mobilisations démocratiques en défense des droits et des libertés, pour le retrait du projet de loi "Sécurité globale", dont nous sommes partie prenante. La tentation d'user de méthodes expéditives et d'envoyer paître les oppositions, souvent tenues pour de pures incompréhensions, est manifeste depuis plusieurs années. Dans l'Education nationale, la crise de confiance est à son comble suite à la divulgation de ce qu'il faut bien appeler une opération de corruption organisée de certains lycéens, sur fonds publics, par le ministère. Nous disons bien corruption, et non pas syndicat lycéen, car il ne s'agit pas de syndicalisme. Ceci a conduit la FSU nationale à *"interroger publiquement la crédibilité du ministre actuel à continuer d'être l'interlocuteur des personnels"* et à quitter, aujourd'hui même, le « Grenelle de l'éducation ». La FSU Allier explicite cette position : l'intérêt général du système éducatif bénéficierait de la démission du ministre.

Il s'agit bien d'un problème de méthode, de choix de gestion et de choix politiques, et pas de personnes. C'est pourquoi nous demandons aussi le retrait de la loi dite de transformation de la fonction publique, qui détruit peu à peu les éléments de concertation entre représentants du personnel et responsables du ministère, des rectorats et des DSDEN, et de transparence dans la gestion des carrières des agents de la fonction publique. Et c'est pourquoi la FSU 03 est cosignataire d'un courrier public

à Mme la Dasein déplorant un manque chronique de réponses et d'échanges ayant un contenu autre que la répétition d'éléments de langage ministériels, sur la durée.

D'autre part, nous tenons à dire que cette situation pose des problèmes quant à la gestion de la crise sanitaire. Les protocoles sanitaires dans les écoles, collèges et lycées ne mettent pas fin, loin de là, à des brassages intensifs qui sont une source majeure de l'inquiétude des personnels des Vies scolaires AED et CPE, qui l'ont exprimé à deux reprises récemment par des grèves significatives les 10 novembre et 1^{er} décembre. Les personnels s'interrogent sur la non prise en considération, comme cas contacts du Covid, de beaucoup des personnels et élèves ayant côtoyé des enfants testés positifs, et sur le fait qu'en jugeant qu'il n'y a pas de contamination tant qu'il n'y a pas 3 cas testés simultanément dans une classe, on risque de passer à côté de clusters en milieux scolaires. Au collège de Commeny et à Jules Ferry Montluçon, ainsi qu'au collège de Cusset dans les services de Vie scolaire notamment, ainsi qu'à l'école de Lusigny et à l'école maternelle Lyautey de Vichy, il nous semble surprenant de considérer que les contaminations n'ont aucunement pu s'être produites en milieu scolaire, et il nous semble qu'au moins dans ce dernier cas la fermeture de l'école aurait été envisageable. Enfin, comment expliquer l'écart abyssal qui existait début novembre entre les chiffres de cas positifs parmi les jeunes de 0 à 19 ans rapportés par le ministère de la Santé, et les chiffres concernant la population scolarisée rapportés par le rectorat - un écart de 24 à 1 ?